

### **Le budget provincial 2020-2021 : une amère déception**

**Rouyn-Noranda, le 11 mars 2020** – Le deuxième budget du ministre Girard laisse un goût de déception amer au Réseau Vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue\*. Celui-ci dénonce entre autre le peu de sérieux avec lequel le gouvernement Legault s'attaque à la crise climatique et pointe du doigt la manie électorale de promettre des sommes sur cinq et même six ans.

#### **Un simple pansement sur l'hémorragie**

Les coupes et compressions tous azimuts, notamment en santé, en éducation et dans les services publics ont été telles dans les dernières années que les milliards et millions annoncés ne couvrent bien souvent que 25% à 50 % des besoins réels. À titre d'exemple, l'annonce de 150 classes spécialisées à l'échelle du Québec alors qu'on compte plus de 70 Centres de services scolaires laisse croire qu'on risque de demeurer sur notre faim dans la région. Même son de cloche dans le secteur du logement où l'annonce de 23 000 logements sociaux à l'échelle du Québec ne correspond qu'à la moitié des besoins estimés à 50 000 logements. Quant à l'environnement, bien que le ministre se targue que les sommes investies permettent d'atteindre la cible québécoise de 37,5% réduction des GES d'ici 2030, en y regardant bien on constate que c'est de 50% au minimum qu'il faudrait réduire si l'on veut atteindre les cibles du GIEC. De plus, le gouvernement choisit de dépenser encore le double dans le réseau routier par rapport au transport en commun. Rien de bien novateur là-dedans et ce n'est définitivement pas un budget qui comble les hautes espérances qu'avaient fait miroiter le ministre.

#### **Pas d'investissements dans « les humains »**

Le Réseau ne peut que constater avec déception qu'encore une fois, le gouvernement choisi d'investir la plupart des sommes dans les infrastructures, les bâtiments, les entreprises et pour l'innovation plutôt que de l'investir dans le capital humain. La presque totalité des sommes dédiées à l'environnement passent par l'électrification des transports, le parc automobile et les programmes et projets « structurants » alors qu'aucun investissement directement au ministère de l'environnement n'est annoncé. « *Nous n'avons pas assez de personnel pour faire les inspections de routine, alors on est toujours en mode réaction et réparation, jamais en prévention* » déplore Nathalie Garvin du SFPQ. Le portrait n'est guère plus reluisant du côté de l'éducation et de la petite enfance. L'annonce de centaines de nouvelles places en garderie n'apparaît que comme de la poudre aux yeux lorsqu'on prend conscience qu'il manque 165 éducatrices à l'enfance en région pour pouvoir combler ces places. « *On va de l'avant avec 2 600 classes de maternelle quatre ans mais on a aucune idée où on va trouver le personnel pour enseigner dedans.* » met en garde Yvan Dallaire du SEUAT.

#### **Et au final, creuser pour être déçu**

D'entrée de jeu, le Réseau questionne le bienfondé des manœuvres comptables qui gonflent la plupart des annonces. « *Il faut creuser, questionner nos alliés, aller voir les crédits et comment tout ça est ventilé pour comprendre finalement que les grosses sommes qui sont annoncées comprennent des annonces de l'an dernier et des manipulations comptable et qu'au final, ces annonces-là ne reflètent pas du tout la réalité !* » déclare Marie-Ève Duclos de la CROC-AT. Et que dire du surplus déjà annoncé de près de 2 G\$. « *L'État, c'est pas une business qui doit faire du profit ! Si on gérait nos organismes communautaires comme ça on se ferait fermer nos portes !* » s'insurge Adeline Laquerre du RÉPAT.

\*Composé d'organisations populaires, communautaires, syndicales, et étudiantes de la région, le Réseau qui représente plus de 30 000 citoyennes et citoyens a été fondé en 2004 en réaction à la réingénierie de l'État de Jean Charest et exerce depuis un rôle de vigie face aux abus dont ont fait preuve une succession de gouvernements à l'idéologie néolibérale.

Note : Le Réseau Vigilance de L'Abitibi-Témiscamingue représente 30 000 personnes et est composé des organismes suivants :

- Conseil central de l'Abitibi-Témiscamingue -Nord-du-Québec – CSN - CCATNQ-CSN
- Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue - SEUAT
- Syndicat de la fonction publique du Québec- SFPQ
- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux – APTS
- Alliance des Intervenantes en milieu familial de l'Abitibi-Témiscamingue – ADIM-AT
- Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - SEECAT
- Association générale des étudiants de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue- AGEUQAT
- Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue- CROC-AT
- Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue- RAPHAT
- Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue - RFAT
- Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue - ALOCAT
- Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue – RÉPAT
- Table régionale des centres de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue
- FIQ – Syndicat interprofessionnel en soins de santé de l'Abitibi-Témiscamingue – FIQ-SISSAT
- Conseil régional FTQ Abitibi-Témiscamingue-Nord du Québec

\*Composé d'organisations populaires, communautaires, syndicales, et étudiantes de la région, le Réseau qui représente plus de 30 000 citoyennes et citoyens a été fondé en 2004 en réaction à la réingénierie de l'État de Jean Charest et exerce depuis un rôle de vigie face aux abus dont ont fait preuve une succession de gouvernements à l'idéologie néolibérale.